



CTSD 19 Mars 2015
Déclaration FSU

Madame l'inspectrice d'académie, mesdames et messieurs,

Après des années de mise en œuvre, il est clair que les politiques libérales menées partout en Europe ne permettent pas de combattre une crise durable mais creusent les inégalités, et renforcent le chômage. Ces politiques d'austérité qui interdisent d'investir pour l'avenir et de répondre aux besoins des populations, engendrent une désespérance sociale et des replis sur soi qui font le lit des idées d'extrême droite, faisant planer un danger sur la cohésion sociale.

Au sein même du secteur public d'éducation affiché comme "prioritaire", les créations d'emplois sont insuffisantes pour transformer en profondeur le système éducatif et permettre la réussite de tous les élèves en améliorant les conditions de travail des personnels. Avec en toile de fond la réforme des rythmes, menée au nom du bien être de l'enfant dont il est bien peu question dans le nouveau calendrier scolaire, les conditions de travail des personnels se dégradent. L'espoir d'une authentique refondation de l'École semble derrière nous.

Ainsi, alors que la demande de démocratisation scolaire est particulièrement forte dans notre département qui semble oublié des politiques de la métropole, notre administration a décidé de ne pas entendre les besoins des familles dans les 9 zones du département particulièrement défavorisées. Nous le regrettons en constatant la fermeture des postes de secrétaires de COMEX, anéantissant tout le travail patiemment et laborieusement élaboré sur le terrain par nos collègues, dont certains depuis des années, ne comptent pas leurs heures.

Et comme si cela ne suffisait pas, nous avons appris lors des deux derniers groupes de travail différentes mesures d'importance, prises sans aucune concertation avec les représentants des personnels. Nous voulons parler de la transformation de près de 200 postes de ZIL, et de la transformation des postes de directeurs spécialisés d'établissements sociaux, de la fermeture des postes de secrétaires de COMEX, de la fermeture des classes relais. Pourtant ces mesures ont des conséquences nombreuses et indéniables pour nos collègues, tant sur leur vie professionnelle que personnelle et ce à une semaine du mouvement des personnels ! Pourquoi ne pas avoir pris le temps d'aborder ces questions avec les personnels, avec leurs représentants ? Pourquoi ne pas avoir fait le choix du dialogue et de la discussion ? Par exemple, dans un de ces très nombreux groupes de travail ... des groupes de travail qui se multiplient et s'agrémentent de surcroit de modifications de calendrier rendant excessivement difficiles le travail des représentants du personnel, qui de surcroît ne sont quasi jamais remplacés. C'est à se demander si ces groupes de travail n'ont pas pour seule utilité de prouver qu'il existe bel et bien un agenda social en Seine et Marne ? Mais un agenda fut il social n'est pas synonyme de *dialogue* social qui lui suppose a minima quelques échanges .

Les personnels sont lassés d'être ainsi maltraités et la période de réserve sonne comme un alibi bien pratique car les mesures que nous contestons n'ont aucun caractère d'urgence.

Mais comme notre organisation syndicale ne saurait se laisser enfermer uniquement dans la

protestation, nous tenons néanmoins à saluer les créations que nous demandions tant en ULIS qu'en RASED et la « protection » des classes rurales . Tout en nous étonnant de la non ouverture de postes en CLIS dans le secteur Nord Est du département qui connaît des besoins importants. Tout en regrettant les fermetures prononcées dans les écoles sorties d'éducation prioritaire ou DSDEN.

Pour la FSU, toutes ces dégradations sont bien le fait d'une dotation qui n'est pas à la hauteur de la priorité à l'Éducation. Pour nous, la réduction des inégalités scolaires passent avant tout par la réduction des effectifs dans les classes, par le rétablissement de toutes les aides spécialisées, par une politique de formation des enseignants ambitieuse et nationale, par une politique du remplacement de proximité, seule garante d'efficacité .

C'est pourquoi, nous continuons de revendiquer un plan de rattrapage exceptionnel au regard de notre hausse démographique départementale, double de la hausse nationale.

C'est dans ce contexte de dégradations des conditions de travail des agents de la Fonction Publique, de mécontentement social grandissant, que s'inscrit la journée de grève interprofessionnelle du 9 avril à laquelle la FSU appelle les salarié-es et les retraité-es du public et du privé.

Pour la FSU d'autres choix économiques et fiscaux sont indispensables !

Merci